



## France : Des peines sévères infligées à des manifestants anti-Sarkozy

Par [Antoine Lerougetel](#)

Mondialisation.ca, 13 mai 2007

[WSWS](#) 13 mai 2007

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

L'annonce, dimanche dernier à 20 heures, du résultat de l'élection présidentielle donnant la victoire à Nicolas Sarkozy, dirigeant de droite de l'UMP gaulliste au pouvoir (Union pour un mouvement populaire) a provoqué un grand choc chez beaucoup en France. Une répression policière brutale et des peines lourdes, infligées à de jeunes opposants dans les heures et les jours qui ont suivi, constituent les premières actions de la nouvelle ère Sarkozy et soulignent son caractère autoritaire.

Lors du scrutin du 6 mai, Sarkozy a battu sa rivale du Parti socialiste Ségolène Royal en recueillant 53 pour cent des voix contre 47.

Des protestations et des émeutes importantes ont éclaté dans plusieurs villes et se poursuivent encore. Elles sont l'expression de l'hostilité envers le projet de Sarkozy d'intensifier la répression judiciaire et policière déjà draconienne à l'encontre des jeunes de la classe ouvrière et des immigrés, et de l'opposition à son projet de détruire l'Etat providence.

Le soir de l'élection, la télévision a concentré ses reportages sur la joie des partisans de Sarkozy, scandant la Marseillaise le poing levé, accompagnant Mireille Mathieu et d'autres chanteurs, lors d'une célébration à la Place de la Concorde. D'autres images montrait Johnny Halliday, chanteur rock sur le retour, devant le Fouquet's, restaurant exclusif très chic des Champs Elysées où il avait dîné avec le nouveau président. Halliday restera en Suisse, où il s'est exilé pour ne pas payer d'impôt, jusqu'à ce que soit appliquée la réduction d'impôt pour les riches, annoncée par Sarkozy.

Les reportages télévisés n'ont pas gâché la soirée en montrant des images des protestations de « l'autre » France. Les reportages ont minimisé ce mouvement jusqu'au lendemain vers 17h30 où la police a révélé que 592 personnes avaient été arrêtées la nuit précédente et 730 voitures incendiées.

La presse a rapporté que lundi soir 500 jeunes manifestants anti-Sarkozy, Place de la Bastille à Paris et 800 à Caen avaient défilé avec des banderoles disant « ils précarisent, on s'organise ». Des manifestations similaires, impliquant des centaines de personnes et donnant lieu à des échauffourées avec la police se sont déroulées à Lille, Toulouse (où la police a fait état de 66 véhicules brûlés et de 22 arrestations), Lyon, Tours, Nantes et d'autres centres urbains. La police a fait abondamment usage de gaz lacrymogènes et de la matraque. Elle a procédé à de nombreuses arrestations. Quelque 292 voitures ont été incendiées.

On a assisté mardi et mercredi aussi à la continuation des protestations contre le régime de Sarkozy qui se met en place.

Le système judiciaire français a rapidement infligé des peines exemplaires sévères, allant d'un à six mois de prison, à l'encontre de jeunes au casier judiciaire vierge, accusés d'avoir attaqué la police avec une arme, l'arme étant dans bien des cas une canette. Mardi, deux jeunes se sont vus infliger des peines de prison de six et trois mois pour « actes de violence » commis dimanche soir lors des manifestations anti-Sarkozy à Lyon.

Mercredi, dans ce qui est de toute évidence une campagne concertée d'intimidation judiciaire, les tribunaux ont fait de même dans toute la France : A Toulouse, 17 personnes ont écopé de peines de prison allant d'un à six mois pour des incidents qui se sont produits dimanche soir ; à Paris, deux peines de quatre mois ; à Rennes, six hommes ont été condamnés à des peines allant de 105 heures de travaux d'intérêt général à trois mois de prison ; à Bordeaux, sept hommes se sont vu infliger des peines allant de quatre à six mois de prison ; à Charleville-Mézières, deux jeunes adultes ont été condamnés respectivement à quatre et six mois de prison.

Mercredi une assemblée générale de 800 étudiants de l'université de Paris 1 Sorbonne-Panthéon a voté pour la grève et le blocage du site de Tolbiac pour protester contre les réformes de l'université annoncées par Sarkozy. Jeudi, le président de l'université, alors occupée par des étudiants, l'a fermée. On apprend à l'instant que la grève et l'occupation de Tolbiac ont cessé. Des assemblées générales d'étudiants d'autres universités seraient en train de prendre des décisions concernant les actions à mener.

François Goulard, ministre délégué à l'Enseignement supérieur et à la Recherche, a demandé avec arrogance au président de l'université de Paris I de prendre toute mesure pour assurer la continuité des cours. « Il est profondément inadmissible qu'une minorité d'extrémistes, manifestant leur mépris de la démocratie, prétendent s'opposer à la mise en œuvre du programme du Président de la République élu », a-t-il déclaré.

La gauche officielle n'a pas cru bon de faire de déclarations pour prendre la défense des victimes de la répression policière et a condamné les manifestations. Le secrétaire général du Parti socialiste François Hollande a lancé, dimanche dernier, un appel « à la responsabilité et au calme ». Bertrand Delanoë, maire socialiste de Paris, a déclaré que « la démocratie implique le respect du suffrage universel ». Il s'agit ici de crétinisme parlementaire poussé à l'extrême. Sarkozy a gagné l'élection en trompant et en dupant l'électorat, en promettant tout à tout le monde, et aussi du fait de l'écoeurement populaire à l'égard du Parti socialiste. Il n'a aucun mandat pour mettre en place des attaques en règle contre l'éducation publique, les programmes sociaux et les droits des travailleurs.

Le premier à condamner les mobilisations anti-Sarkozy a été Bruno Julliard, membre du Parti socialiste et président de l'UNEF, principal syndicat étudiant, quand il a déclaré que les assemblées générales des étudiants et les manifestations en réponse à l'élection de Sarkozy étaient « contre-productives » et n'étaient pas la réponse appropriée. « Il n'y a pas de raison d'appeler à des assemblées générales dans les universités ou à des manifestations qui n'auraient pour seul but que de contester la victoire de Sarkozy », a-t-il dit. Julliard avait joué un rôle clé l'année dernière quand il avait isolé et dépolitisé le mouvement contre le CPE (Contrat première embauche.)

Dès mardi, les dirigeants de la gauche se bousculaient pour se dissocier des manifestants et

des victimes de la répression policière et judiciaire. Hollande appelait les manifestants anti-Sarkozy à « mettre fin à tout comportement violent. » Il n'a cependant pas lancé de tels rappels à l'ordre à la police. De même, Delanoë appelait aussi « *chacun au plus grand calme et au renoncement à toute forme de brutalité...* et d'actes de violence. » Le Parti communiste a « absolument » condamné « des actes nuisibles et sans signification politique ».

Depuis des décennies, ces organisations ne ménagent pas leurs efforts pour démobiliser et démoraliser la classe ouvrière française et la jeunesse et l'intelligentsia de conviction socialiste. C'est à ces organisations qu'incombe la plus grande part de responsabilité pour la victoire, dimanche dernier, de Sarkozy, ainsi que pour les actions violentes traduisant la frustration. Elles acceptent très volontiers ce nouveau régime. Ce qui inquiète le plus les dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste, suffisants au dernier degré, c'est que les mesures de Sarkozy vont attiser une opposition qui risque d'échapper à leur contrôle.

Sarkozy a passé les quelques jours qui ont suivi sa victoire électorale à se relaxer impudemment sur le yacht appartenant à un homme d'affaires milliardaire, Vincent Bolloré.

Pour sa part, le nouveau président et ses associés disent clairement qu'ils sont plus qu'heureux de collaborer avec les bureaucraties ouvrières et le Parti socialiste pour mettre en place leur politique de « réformes ». Après que Jean-Claude Mailly, secrétaire général du syndicat Force ouvrière ait fait remarquer que « tout passage en force aurait un effet boomerang », Claude Guéant le directeur de cabinet de Sarkozy a minimisé toute idée de conflit.

Il a dit à LCI télévision, « Nicolas Sarkozy n'a aucune intention de passer en force... Il a dit clairement qu'il organiserait une concertation avec les partenaires sociaux afin de définir les modalités d'un dialogue qui aura lieu en septembre », a-t-il affirmé.

De plus, Sarkozy a tendu le rameau d'olivier aux députés de l'UDF (Union pour la démocratie française) de François Bayrou, ainsi qu'à des sections du Parti socialiste. Guéant a laissé entendre que Sarkozy pourrait nommer des socialistes dans son gouvernement qui comprendra 15 ministres. Le nom de l'ancien ministre de la Santé du Parti socialiste, Bernard Kouchner a été mentionné à diverses reprises dans la presse.

*Article original en anglais paru le 11 mai 2007.*

La source originale de cet article est [WSWS](#)  
Copyright © [Antoine Lerougetel](#), [WSWS](#), 2007

---

Articles Par : [Antoine Lerougetel](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)